

**Cour européenne
des droits de l'homme**
67075 Strasbourg Cedex

Fax 03 88 41 27 30

**Au Mesnil-Amelot,
le 20 décembre 2007**

URGENT : EMBARQUEMENT PREVU DEMAIN A 13H45

Recours contre une décision de reconduite à la frontière conformément à l'article 39 du règlement de la cour

Présentée par :

TOURE Ibou

Né le 01^{er} janvier 1977 à

Nationalité : guinéenne

Demeurant : Actuellement retenu au centre de rétention de Lesquin

Rue de la Drève

59810 Lesquin

Contre : France

I - Les faits

Monsieur TOURE est arrivé sur le territoire français le 10 janvier 2004.

Dès son arrivée, il a fait des démarches auprès de l'OFPRA et la CRR en vue d'obtenir le statut de réfugié, mais ces demandes ont été rejetées, faute de preuves.

Le 07 octobre 2008, la Préfecture du Nord-Pas-de-Calais lui a notifié un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière à destination de la Guinée, qu'il a contesté devant le tribunal administratif de Lille sans succès, faute de preuves.

Dans le même temps, était ordonné son placement en rétention au centre de rétention de Lesquin.

Le 11 octobre, il déposait une demande de réexamen de sa demande d'asile.

Le 14 octobre, il recevait notification du refus de l'OFPRA de lui attribuer le statut de réfugié en France.

Le 22 octobre 2008, mr Toure Ibou était conduit par une escorte dans un avion à destination de la Guinée. Lors de cette escorte, il a subi de nombreuses violences et humiliations de la part des forces de police françaises, à tel point que le commandant de bord a refusé que Mr

Toure Ibou soit maintenu dans son avion. A ce titre, il a déposé plainte auprès du procureur de la république française. .

Or Monsieur TOURE doit embarquer demain pour la Guinée.

II - Les risques en cas de retour

Monsieur TOURE était épicier dans la ville de Bambetou.

Fervent supporter de Mr Alpha Kondé, il a subi de nombreuses pressions de la part des forces de l'ordre pour qu'il vote en faveur de Mr Lassana Konté en 1998, alors en lice pour les élections à la présidence de la république. Après qu'il ait refusé obstinément de voter en faveur de Lassana Konté, il a reçu de violents coups de la part des forces de police.

Laissé pour mort dans la rue, il a été recueilli par une personne qui l'a emmené à l'hôpital, où il est resté deux mois pour se remettre de ses blessures. De cette attaque, il garde de nombreuses séquelles, et notamment une longue cicatrice sur le ventre.

Sorti de l'hôpital, il est retourné dans son village natal, à Kandouma, où il s'est réfugié pendant trois ans.

Puis il est reparti à Conakry afin de préparer son départ du pays, lassé de se cacher des forces de police.

Le 26 novembre 2003, alors qu'il se trouvait avec d'autres milliers de fidèles ainsi que le président Lassana Konté à la grande mosquée de Conakry pour une journée exceptionnelle de prière, des coups de feu ont retenti, provoquant une panique dans la foule. Dans la cour de la mosquée où tout le monde fuyait, il a croisé l'un de ses agresseurs de 1998, qui l'a immédiatement reconnu. Il s'est alors jeté sur lui et l'a interpellé, le considérant comme l'un des auteurs de l'attentat perpétré contre la personne du président. Il a été ensuite jeté en prison à Cairete.

Craignant qu'il ne soit sommairement exécuté, il a soudoyé un des gardes qui, en échange de la promesse de remise de 10 000 francs guinéens a accepté de le laisser s'enfuir.

Alors qu'il était réfugié à nouveau dans son village natal, il entendait sur les radios nationales qu'il était activement recherché, et considéré comme très dangereux. C'est alors qu'il a décidé de fuir d'abord vers le Sénégal, puis, grâce à l'aide d'un français résidant au Sénégal, vers la France caché dans les calles d'un paquebot.

C'est arrivé en France qu'il déposait une demande de protection auprès de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides en considération des graves craintes de persécution qu'il éprouvait en cas de retour vers son pays d'origine.

III - Les violations alléguées

1) Violation de l'article 3

Un renvoi forcé dans son pays d'origine est susceptible d'entraîner des traitements inhumains et dégradants contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

En effet Monsieur TOURE est activement recherché par les autorités.

En conséquence, en cas de renvoi vers la Guinée, Monsieur TOURE risque des persécutions et des traitements inhumains et dégradants contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Par ailleurs, Mr Toure Ibou a subi de nombreuses violences de la part de la police française lors de la première tentative d'éloignement, et à ce titre a entamé une procédure de plainte auprès du procureur de la république pour faire condamner les représentants de l'ordre qui ont porté atteinte à sa dignité et à son intégrité corporelle, sans que celle-ci ne puisse se justifier par aucun moyen d'ordre public ou de sécurité intérieure.

La France a de ce fait doré et déjà contrevenu à l'article susnommé en lui faisant subir des traitements inhumains et dégradants lors de cette tentative d'éloignement.

2) Violation de l'article 13 de la Convention

Monsieur TOURE a déposé une demande de réexamen de sa demande d'asile, rejeté par l'OFPPA quatre jours après sa demande.

Il souhaite déposer un recours, mais étant en rétention, il n'a pas la possibilité de voir la Cour Nationale du Droit d'Asile statuer sur un recours avant la mise à effet de sa reconduite à la frontière.

Il est inadmissible que Monsieur Toure puisse être renvoyé en Guinée sans avoir le droit de bénéficier d'un recours effectif. Il serait expulsé dans son pays sans avoir eu la possibilité de voir sa demande de réexamen étudiée de façon approfondie.

La Préfecture du Nord-Pas-de-Calais a porté atteinte à l'essence même de la Convention de Genève puisqu'une personne réfugiée ne peut se réclamer de la protection de son pays d'origine en raison de la crainte de persécution ou les craintes pour son intégrité physique. Les Etats se sont engagés à ne pas refouler une personne réfugiée ou un demandeur d'asile.

En conséquence, Monsieur Toure n'a pas été en mesure de faire valoir par des moyens suspensifs les craintes effectives qu'il encourt en cas de retour dans son pays.

La possibilité pour les autorités françaises d'exécuter d'office une mesure de reconduite à la frontière sans que l'intéressé soit mis en mesure de présenter les arguments qui s'opposeraient à son éloignement sur le fondement de la Convention européenne des droits de l'homme constitue une violation de son article 13 qui garantit le droit à un recours effectif.

3) Violation de l'article 34 de la CEDH

La France viole également l'article 34 de la convention qui stipule :

« La Cour peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la Convention ou ses Protocoles. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit. »

Dans l'affaire **Aoulmi C/France**, 17 janvier 2006, N° 50278/99), La cour a estimé que l'absence de recours effectif pour la demande d'asile du requérant portait atteinte à l'article 34 :

1. La Cour estime que dans la présente affaire, le renvoi du requérant vers l'Algérie a gêné l'examen, de manière appropriée, des griefs du requérant conformément à sa pratique constante dans des affaires similaires et, en fin de compte, l'a empêchée de le protéger en cas de besoin des violations potentielles de la Convention. La conséquence de cet empêchement est que le requérant a été entravé dans l'exercice effectif de son droit de recours individuel, garanti par l'article 34 de la Convention.

2. La Cour rappelle qu'en vertu de l'article 34 de la Convention, les Etats contractants s'engagent à s'abstenir de tout acte ou à se garder de toute omission qui entraverait l'exercice effectif du droit de recours d'un requérant.

IV -Conclusions

Art. 39 du règlement : Je demande à la Cour, en raison de l'urgence, de faire application de l'article 39 de son règlement, qui prévoit que « *la chambre ou, le cas échéant, son président peuvent, soit à la demande d'une partie ou de toute autre personne intéressée, soit d'office, indiquer aux parties toute mesure provisoire qu'ils estiment devoir être adoptée dans l'intérêt des parties ou du bon déroulement de la procédure* », en l'espèce d'ordonner au gouvernement français de suspendre son éloignement imminent.

Article 3 de la convention : Je demande à la cour de juger que la France a violé l'article 3 de la convention.

Article 34 de la convention : Je demande à la Cour de juger que la France a violé l'article 34 de la convention

Art. 13 de la Convention : les requérants demandent à la Cour, en application de l'article 13 de la Convention de joindre l'exception au fond et de renvoyer, quant à celui-ci, à l'examen du grief tiré d'une violation de ces dispositions.

V Demande de mesures provisoires

Monsieur Toure est ainsi exposé à une violation des droits garantis par l'article 3 de la convention

En conséquence le requérant sollicite de M. le Président de la Cour qu'il prenne contact sans délai avec les autorités françaises, et leur enjoignent de suspendre la mesure attaquée.

Signature

TOURE Ibou

Pièces jointes :

- copie de la décision de placement en rétention et de reconduite à la frontière de la Préfecture du Nord-Pas-de-Calais
- Rejet de la demande d'asile par l'OFPRA le 14/10/2008
- Rejet de son recours devant le tribunal administratif de Lille
- Avis de recherche de Mr Toure Ibou en Guinée
- Certificat médical sur les violences subies en 1998
- Dépôt de plainte auprès du procureur de la république française